Compte rendu Atelier la commune.

La commune est un tournant dans l'histoire de notre pays. L'empire Français perd la guerre qu'il entreprend contre la Prusse, les prussiens occupent alors une partie de notre territoire et assiège Paris. L'empire est déchu en septembre. La fièvre résistante s'empare du pays alors qu'une partie du nouveau gouvernement souhaite traiter un armistice avec l'ennemi. Il s'ensuit une première période pendant laquelle Paris est assiégé tandis que le gouvernement continue la guerre avec une maladresse révélatrice des atermoiements du gouvernement voire de la trahison de certains de ses membres qui veulent la paix à tout prix. A la suite de ces conflits, Favre signe un accord avec les prussiens sans consultation du peuple ni du reste du gouvernement. Il stipule qu'une république et des élections doivent avoir lieu ce qui abouti à la création d'une république bourgeoise qui signe la convention d'armistice avec les prussiens qui proclament la naissance de l'Allemagne dans le palais des glaces de Versailles. L'armistice prévoie l'amputation de l'Alsace Moselle et le versement d'indemnités de guerre de 5 milliards de francs or de la part de la France. Les allemands occupent dix départements français jusqu'au versement de cette indemnité. Paris se soulève contre ce traité et l'assemblée nationale principalement monarchiste des élections municipales ont lieu et la commune de Paris prend place le 26 mars 1871.

Trois éléments se conjuguent dans ce soulèvement. Le patriotisme, la lutte contre les prussiens est le ciment de cette révolte, l'exigence du retrait du clergé dans la gestion du pays, la redistribution des richesses. Ce mouvement regroupe plusieurs tendances internationalistes (communistes et anarchistes), radicaux, progressiste, syndicalistes… La commune de Paris contient donc plusieurs courants venus de plusieurs milieux. Ce groupe s'oppose à l'assemblée nationale et donc aux opportunistes, c'est-à-dire les libéraux. La laïcité prend une place importante dans ce combat puisque le programme communard prévoie que le budget des cultes doit être supprimé, que les biens religieux doivent être déclaré propriété nationale, l'école doit être laïque, gratuite et obligatoire, pour filles et garçons. L'école dans la république est le socle de la citoyenneté.

Un débat à alors lieu sur la place de l'internationalisme dans la commune. En effet, les courants internes au conseil de Paris sont divers. Certains renvoient à l'association internationale des travailleurs (AIT). Aussi pour eux l'alliance ne pouvait être que transitoire. Ramener la commune à une lutte patriotique n'est donc pas forcément pertinent.

Certes la commune n'est pas uniforme et des courants divers se manifestent. Les débats qui ont lieu portent aussi sur le droit de propriété. Néanmoins, les actes patriotiques existent et en particulier le fait que les parisiens aient financé des canons et les aient protégés Cette commune n'est donc pas uniquement patriotique mais elle souligne qu'il existe un lien entre patriotisme, amour de la patrie en tant que terre de liberté, et non nationalisme conquérant auquel du reste s'oppose l'internationalisme, laïcité en tant que liberté de conscience, et pas simplement de culte, et programme de redistribution des richesses, ce qui remet implicitement le droit de propriété collectif, c'est-à-dire la propriété de la production de biens et de services destinée à la population.

Une autre intervention souligne que la ligne de clivage qui a lieu en 1870 se reproduit en 1919, humiliation des vaincus (récupération de l'alsace Moselle, indemnité, occupation de territoire) et en 1940 la France vaincue vichyste et la France résistante regroupé en 1944 autour du Conseil national de la résistance.